

Le premier ministre voudrait-il nous dire si, en faisant le point de la situation avant de se rendre à Washington, il aurait conclu que nous pourrions être appelés à faire des concessions importantes dans ce domaine touchant les futurs achats de matériel pour les forces armées canadiennes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne vois pas du tout comment un député peut demander au gouvernement de déclarer à l'avance qu'il est sérieusement disposé à faire des concessions au cours de négociations qui n'ont pas encore commencé.

LES PROCHAINS ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON— L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL SUR LES CÉRÉALES

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre une question supplémentaire. En raison de la visite qu'il doit faire lundi prochain à Washington, lui serait-il possible d'inclure, à l'ordre du jour de ses discussions prioritaires avec le président Nixon, la question de l'appui total du président des États-Unis en vue de réactiver l'accord international sur les céréales, surtout en ce qui concerne la fixation d'un prix minimum pour le blé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je tiendrai compte de la suggestion du député.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU FAMILIAL

LES NÉGOCIATIONS OTTAWA-QUÉBEC

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le premier ministre n'a pu, hier, donner l'assurance que les pourparlers en cours avec le Québec sur la sécurité sociale seront conclus avant l'entrée en vigueur, le 25 décembre prochain, de la loi provinciale sur les allocations familiales, pourrait-il nous dire où en sont aujourd'hui ces pourparlers?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Ces pourparlers se poursuivent, monsieur l'Orateur.

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT QUANT AU BILL C-264

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il nous indiquer quand nous pouvons nous attendre que le bill C-264 sera lu pour la deuxième fois, et a-t-il toujours l'intention de faire entrer en vigueur les augmentations des allocations familiales avant le 1^{er} mai 1972?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a l'intention de faire poursuivre l'étude de la mesure légis-

[M. Forrestall.]

lative quand nous le permettront le temps dont dispose la Chambre et les discussions avec les provinces, y compris le Québec. Voilà les deux facteurs qui détermineront quand exactement nous présenterons la mesure à la Chambre.

* * *

LA SANTÉ

LES PROGRAMMES PROVINCIAUX DE FORMATION D'INFIRMIÈRES-ACCOUCHEUSES ET LA PÉNURIE DE MÉDECINS

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu la pénurie grave et aiguë de médecins, le gouvernement est-il disposé à envisager des façons d'aider les provinces à établir des programmes pour les infirmières en obstétrique? Je songe en particulier au programme mis sur pied en Ontario?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, nous appuyons déjà par le truchement de nos subventions nationales à la santé bon nombre de projets entrepris dans les écoles de médecine des provinces qui poursuivent cet objectif.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN PIPE-LINE SUR DES TERRES MENTIONNÉES DANS DES TRAITÉS

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. A-t-il transmis à la Westcoast Transmission Company une lettre d'intention concernant un droit de passage pour ce qui est connu sous le nom de Pointed Mountain Pipeline et, dans l'affirmative, sait-il que le trajet proposé du pipe-line passerait par les territoires mentionnés dans les traités 8 et 11, et au sujet desquels on n'en est pas encore arrivé à un règlement concernant les terres indiennes?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de cette question est oui.

Pour ce qui est de la deuxième partie, l'honorable député a lui-même donné la réponse en disant que les traités n^{os} 8 et 11 n'ont pas encore été réglés, ce qui veut dire qu'aucunes terres n'ont été mises à la disposition des Indiens dans cette partie du pays.

L'APPROBATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN PIPE-LINE

[Traduction]

M. Thomas Barnett (Comox-Alberni): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné les objections suscitées par sa ligne de conduite et soulevées par les Indiens des Territoires du Nord-Ouest, le ministre nous dirait-il s'il va annoncer à la Westcoast Transmission qu'il suspend cette approbation pour l'instant, en tout cas jusqu'à ce que l'Office national de l'énergie ait tenu ses audiences?